

Impôt sur le revenu—Loi

deuxième rang dans le monde libre; il est maintenant tombé au 20^e rang. Voilà ce qu'a donné l'expérience socialiste en Suède.

Mlle Jewett: Ils ont eu un gouvernement conservateur pendant trois ans.

M. Thomson: C'est aussi là qu'on retrouve le taux de suicide le plus élevé au monde et aussi un taux d'alcoolisme très élevé. Qu'a valu à la Suède l'expérience du socialisme?

Une voix: Elle est ruinée.

M. Thomson: Et cela m'amène à me demander si le Canada est sur la même voix.

Une voix: Oh non!

Une voix: Oh oui!

M. Thomson: Non, le Canada n'est pas sur la même voie! Nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens! Le gouvernement du Canada ne vit pas au-dessus de nos moyens! Notre croissance économique a été nulle en 1980 et pourtant les dépenses gouvernementales sont passées de 54 à 63.5 milliards. En 1981-1982, la croissance sera nulle encore une fois et pourtant, les dépenses du gouvernement grimperont à 73.5 milliards.

En 1980, le gouvernement fédéral a accaparé 25 p. 100 du produit national brut et en 1981-1982, il en prendra 30 p. 100.

Qu'est-ce qui a fait déchoir la Suède, monsieur le président? Le fait que personne ne se soit assez soucié d'accumuler le capital nécessaire pour créer des emplois. Le gouvernement prélevait tellement d'argent de l'économie qu'il ne restait rien pour créer du capital d'investissement. La même chose se passe au Canada. Le gouvernement libéral n'a rien fait pour limiter ses dépenses.

Au lieu de favoriser la croissance et de chercher à augmenter la taille de l'assiette économique, le gouvernement libéral s'est plutôt préoccupé d'accaparer une plus grande part de cette assiette et de puiser dans une économie stagnante.

Ce gouvernement ne cesse de réclamer davantage de recettes et ces recettes, il va les chercher dans l'industrie du pétrole; c'est elle maintenant qu'il va pressurer.

M. Chénier: C'est ce que vous vouliez faire l'an dernier. Les contribuables canadiens auraient payé.

M. Thomson: Le pire de toute l'histoire, c'est que tous les experts s'accordent à dire—je ne m'attends pas à en trouver de l'autre côté de la Chambre—que nous devons investir entre 400 et 600 milliards d'ici dix ans pour trouver l'énergie nécessaire au bon fonctionnement de notre économie. Et pourtant, le gouvernement libéral nous dit que non seulement il ne donnera pas d'argent à l'industrie pour le faire, mais qu'il va lui en enlever. Cela revient à dire qu'il n'y a plus d'espoir pour les Canadiens en ce qui concerne la sécurité d'approvisionnement.

Le budget que le ministre des Finances a présenté en octobre 1980 n'était pas l'énoncé d'une politique fiscale mais seulement l'exposé du Programme énergétique national. Et pourtant, la pierre angulaire de toute politique énergétique devrait être la sécurité d'approvisionnement pour les Canadiens. Ce devrait sûrement être le premier objectif pour les 10 à 20 prochaines années. Au lieu de cela, le Programme énergétique national ne fait que pénaliser l'industrie et décourager les

investisseurs, alors qu'il devrait fournir des moyens d'améliorer la production et d'éliminer les importations de pétrole brut qui, en 1980, ont coûté la jolie somme de 7.5 milliards de dollars. Cela prend une fraction de seconde pour dire 7.5 milliards de dollars, monsieur le président, mais ce montant représente plus de 10 p. 100 des dépenses brutes du gouvernement fédéral. Il représente 3 p. 100 du produit national brut. C'est une somme rondelette que l'on dépense inutilement. Voilà la tragédie! Le gouvernement fédéral n'a nul besoin de déboursier 7.5 milliards de dollars pour le pétrole importé, lorsqu'il pourrait dépenser cet argent au Canada et, partant, créer des emplois et garantir aux Canadiens la sécurité de l'approvisionnement d'énergie.

Le pire dans tout cela, c'est la décision immorale du gouvernement d'emprunter trois milliards de dollars pour subventionner la consommation d'essence chez nous, dette que les Canadiens vont assumer. C'est une décision immorale et absolument injustifiée.

● (2110)

D'après les évaluations faites jusqu'ici du programme énergétique national, nous n'atteindrons pas l'objectif de l'autarcie d'ici la fin de la décennie. En fait, le programme lui-même constituera un obstacle d'envergure à la réalisation de cet objectif. Combien de Canadiens ne nous l'ont-ils pas répété? Sommes-nous tous sur une autre longueur d'ondes que le gouvernement libéral et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources? Sommes-nous tous bel et bien sur une autre longueur d'ondes?

M. Dingwall: Non, seulement le secteur pétrolier.

M. Thomson: Qui d'autre? Qu'en est-il de l'Association canadienne de la construction et de l'Association des manufacturiers canadiens?

M. Blais: Qu'en est-il de Bill Davis?

M. Thomson: Et des banquiers? Sont-ils eux aussi sur une autre longueur d'ondes?

Une voix: Dites-le nous!

M. McKnight: C'est inutile; vous ne nous écoutez pas.

M. Thomson: Le programme présente au moins quatre grandes lacunes. En premier lieu, le prix du pétrole n'a pas été suffisamment relevé pour stimuler l'économie et assurer aux producteurs un bénéfice suffisant qui favoriserait la prospection et la mise en valeur. Les investisseurs cherchent déjà à réaliser de plus grands bénéfices ailleurs. Ces faits sont irréfutables.

Mme Bégin: Le premier est facile à réfuter. Croyez-vous les gens sots?

M. Thomson: Il n'est pas pire sourd que celui qui ne veut point entendre.

M. Deans: Il faudrait consigner ce mot d'esprit.

M. Thomson: En deuxième lieu, le programme n'est pas du tout réaliste dans sa façon de traiter l'ouest du pays. On néglige d'y considérer l'expansion de l'Ouest comme étant fort prometteuse pour tous les Canadiens.

Une voix: C'est de la foutaise!